

Le marché du travail : bilan de fin d'année

Cécile Dumas

La croissance soutenue du produit intérieur brut (PIB) réel en 1994 avait lancé l'économie canadienne sur la voie d'une tendance à la hausse qui mettait fin à la période dite de « reprise sans création d'emplois ». Cet élan a fortement ralenti en 1995 (graphique A). Par conséquent, les conditions du marché du travail ont très peu changé, l'emploi ayant progressé à un rythme beaucoup plus lent qu'en 1994 et le taux de chômage global n'ayant pas descendu plus bas que 9,2 % au cours de l'année. À quoi doit-on le ralentissement économique de 1995 et quelles en ont été les retombées sur le marché du travail? Le présent bilan de fin d'année traite de ces questions.

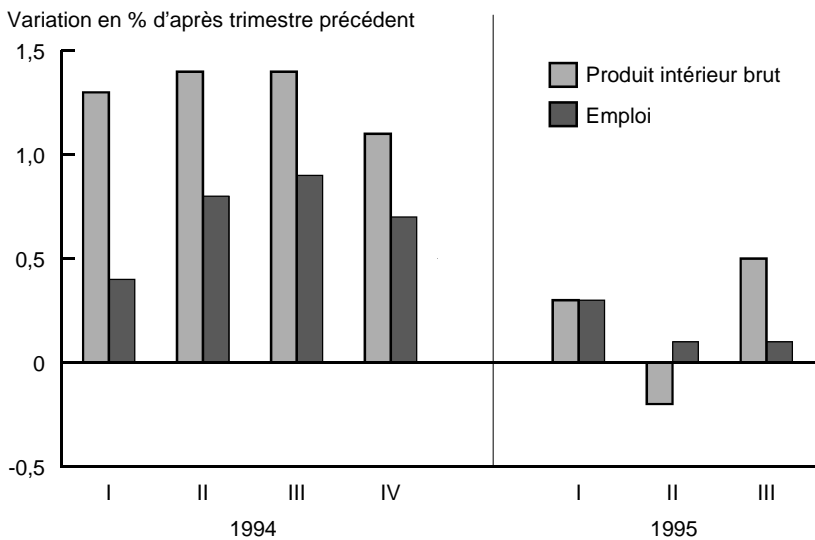
Retournement de la situation économique

Stimulée par la forte demande étrangère¹, l'ensemble de la production canadienne a crû de façon soutenue tout au long de 1994. Les entreprises ont augmenté l'utilisation de leur capacité industrielle, encaissé des bénéfices d'exploitation appréciables, investi dans leurs installations physiques et leur matériel de production et renforcé leurs effectifs. Les consommateurs, encouragés par l'amélioration du marché du travail et voyant leurs gains moyens augmenter plus rapidement que l'inflation, n'ont pas hésité à délier les cordons de leur bourse; les dépenses personnelles ont progressé de 3,0 % (moyenne annuelle), une performance inégalée depuis les années d'avant la récession. Par contre, les gouvernements ont entrepris de compri-

Cécile Dumas est au service de la Direction des études analytiques. On peut communiquer avec elle au (613) 951-3762.

Graphique A

La plus faible performance économique observée en 1995 a ralenti la croissance de l'emploi.



Sources : Enquête sur la population active, et Division des comptes nationaux et de l'environnement

mer leurs dépenses totales dans le but d'assainir les finances publiques.

En 1995, ces influences positives se sont sensiblement affaiblies. Soucieuse d'atténuer toute « surchauffe de l'économie » susceptible de déclencher une spirale inflationniste, la Réserve fédérale américaine a progressivement haussé les taux d'intérêt à l'automne 1994 et les a maintenus à un niveau relativement élevé jusqu'au printemps suivant. La majoration des taux a eu un effet important sur les dépenses des consommateurs aux États-Unis, notre principal partenaire commercial. Aussi a-t-on observé une forte chute des biens de consommation expédiés chez nos voisins du sud², plus particulièrement en ce qui concerne les véhicules automo-

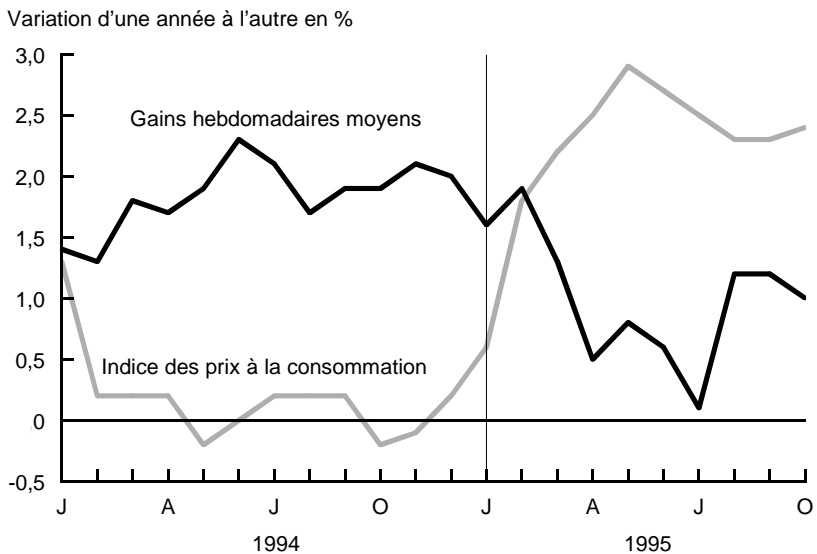
biles. Cependant, les exportations de produits industriels s'en sont mieux tirées, les commandes ayant vraisemblablement été passées avant l'augmentation des taux d'intérêt. Les exportations de machines et de matériel, de même que de pâtes et de papier, ont donc continué sur leur lancée au moins jusqu'en septembre 1995.

Cet article est basé sur l'information disponible en date du 5 janvier 1996. Sauf indication contraire, toutes les données mensuelles ont été désaisonnalisées afin de faire ressortir les tendances sous-jacentes. Les mouvements saisonniers sont causés par des événements annuels réguliers tels que le climat, les congés, les périodes de vacances et les cycles de la moisson et de la production. Même désaisonnalisées, les données demeurent sensibles aux fluctuations irrégulières et cycliques à long terme.

Les taux d'intérêt canadiens ont connu une évolution semblable et n'ont commencé à diminuer qu'en avril 1995. La reprise fragile de la demande intérieure amorcée en 1994 a commencé à s'essouffler dès le début de 1995 et est restée faible pendant la plus grande partie de l'année, sous l'effet conjugué d'une hausse du loyer de l'argent et d'un taux de chômage élevé. Lorsque les stocks ont commencé à s'accumuler, les entreprises ont réduit l'utilisation de leur capacité industrielle et ralenti l'embauche de personnel. Les investissements et les bénéfices d'exploitation des entreprises ont à peine progressé, tandis que les administrations publiques ont continué de réduire leurs dépenses au cours des trois premiers trimestres.

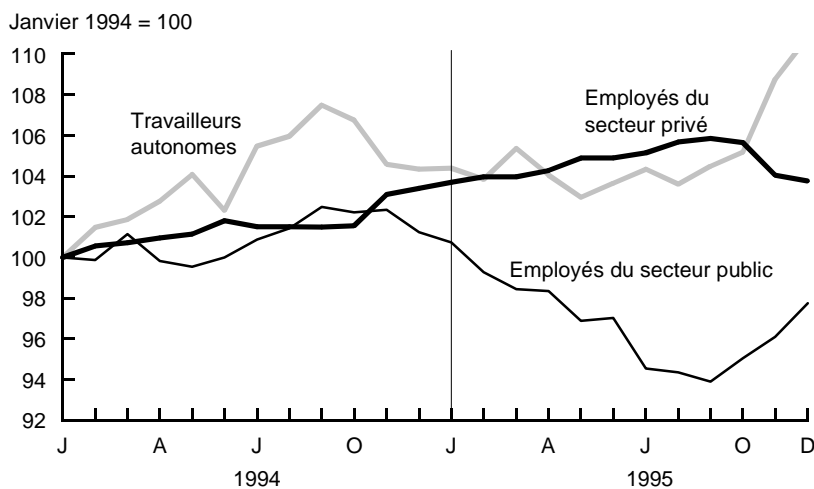
En raison d'une lente création d'emplois (comme en témoigne l'indice de l'offre d'emploi³, dont la tendance est à la baisse depuis avril) et de compressions budgé-

Graphique B
La croissance des gains n'a pas suivi l'inflation en 1995.



Sources : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, et Division des prix

Graphique C
En 1995, le secteur privé a connu une amélioration de l'emploi, mais à un rythme toutefois plus modéré*.



Source : Enquête sur la population active
* Voir note n° 5 pour les définitions.

taires dans plusieurs provinces, la confiance des consommateurs a peu bougé au cours des deux premiers trimestres de 1995 et à peine augmenté au troisième⁴. Pendant la majeure partie de l'année, les gains moyens ont progressé à un rythme inférieur à celui de l'inflation (graphique B), tandis que la hausse des dépenses personnelles a été inférieure à 2 % par rapport à 1994. Par conséquent, les dépenses pour de gros articles (maison, automobile, etc.) sont restées très faibles. Les mises en chantier ont fortement chuté en 1995, passant à un taux annualisé de 112 000 unités pour les 10 premiers mois de l'année, après avoir atteint une moyenne annuelle de 154 000 en 1994. En fait, le taux annualisé d'octobre n'était que de 97 000, un chiffre qu'on n'avait pas vu depuis la récession de 1982. Au cours de cette période de 10 mois, le nombre de véhicules automobiles neufs vendus par les concessionnaires a

reculé de 5,1 %. Les ventes des grands magasins, qui avaient connu une croissance ininterrompue depuis le début de 1994, ont plafonné en juillet 1995 et n'ont pratiquement pas bougé par la suite.

Impact sur le marché du travail

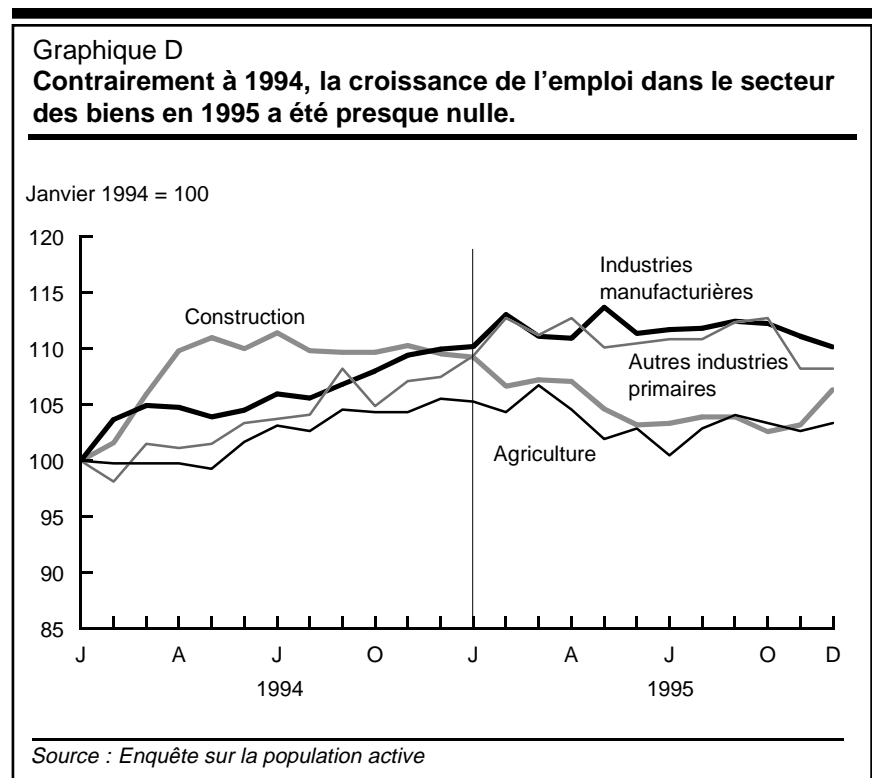
Stimulées par la vigueur de l'économie, les hausses mensuelles de l'emploi ont totalisé 382 000 au cours de 1994. Le secteur privé a été le moteur de cette croissance, surtout dans plusieurs industries productrices de biens, mais aussi dans les industries des services. Les travailleurs autonomes ont enregistré des hausses considérables, la croissance économique globale ayant favorisé la sous-traitance des services professionnels. Par contre, l'emploi dans le secteur public n'a augmenté que de façon minime (graphique C)⁵.

Vu la pause de la croissance en 1995, l'emploi total n'a augmenté que de 88 000 de décembre 1994 à décembre 1995⁶. Dans l'ensemble, le secteur privé (salariés et travailleurs autonomes compris) a maintenu une tendance à la hausse jusqu'en septembre au moins, puis a enregistré de fortes variations par la suite. Quant au secteur public, l'emploi total y a fortement chuté pendant la plus grande partie de 1995.

Croissance nulle dans le secteur des biens ...

Alors que la croissance de l'emploi a dépassé 200 000 dans le secteur des biens en 1994, les pertes observées dans certaines industries de ce secteur en 1995 ont plus qu'effacé les gains enregistrés par d'autres, si bien qu'en décembre 1995, on y comptait 36 000 travailleurs de moins qu'en décembre 1994.

Les industries manufacturières, qui regroupent plus de la moitié des



travailleurs du secteur des biens, ont vu leur niveau d'emploi progresser de plus de 125 000 en 1994. En 1995, toutefois, l'emploi y a fluctué : l'évolution en dents de scie de l'activité économique s'est soldée par des augmentations supérieures à 50 000 en février et en mai qui ont toutefois été annulées par des pertes à peu près égales en mars et en juin. Des reculs additionnels en novembre et en décembre ont laissé le niveau de l'emploi presque inchangé par rapport à celui de décembre 1994 (graphique D).

Les taux d'intérêt élevés ont pesé sur les demandes de crédit hypothécaire, ce qui a ralenti la construction à l'automne 1994 et entraîné des fluctuations de l'emploi vers la fin de l'année. En 1995, malgré la détente progressive des taux hypothécaires amorcée en février, les mises en chantier ont continué de baisser. Cette faible activité, conjuguée au ralentissement de la construction non résidentielle, a donné lieu à de

brusques replis de l'emploi en février et en mai et, dans une moindre mesure, en juin, de sorte que l'emploi dans la construction à la fin de 1995 accusait une baisse de 22 000 par rapport à décembre 1994.

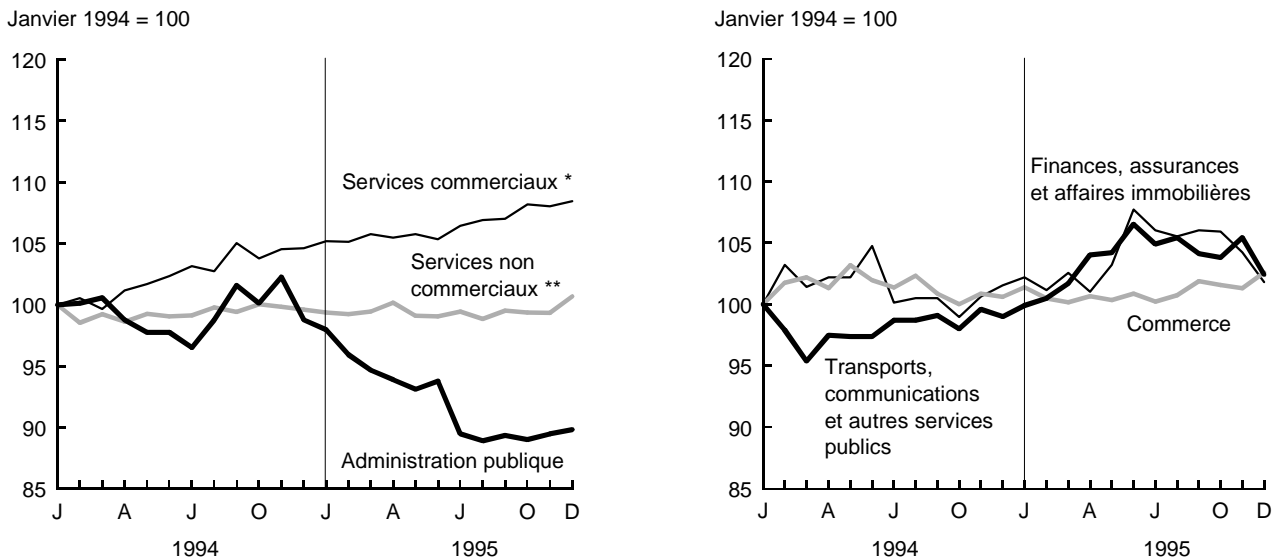
La diminution de l'emploi dans l'agriculture en 1995 a plus qu'effacé les hausses de l'année précédente, tandis que la croissance a été nulle dans les forêts et les mines, là même où l'emploi avait augmenté de 15 000 en 1994 (chiffre non désaisonnalisé), ce qui représentait une hausse de plus de 6 %.

... et ralentissement dans le secteur des services

Le secteur des services, qui compte presque 10 millions de travailleurs, avait enregistré une progression de 177 000 emplois en 1994. Contrairement au secteur des biens, cependant, il a accueilli 112 000 travailleurs de plus en 1995 (graphique E).

Graphique E

L'emploi dans les services commerciaux a somme toute connu une bonne année en 1995.



Source : Enquête sur la population active

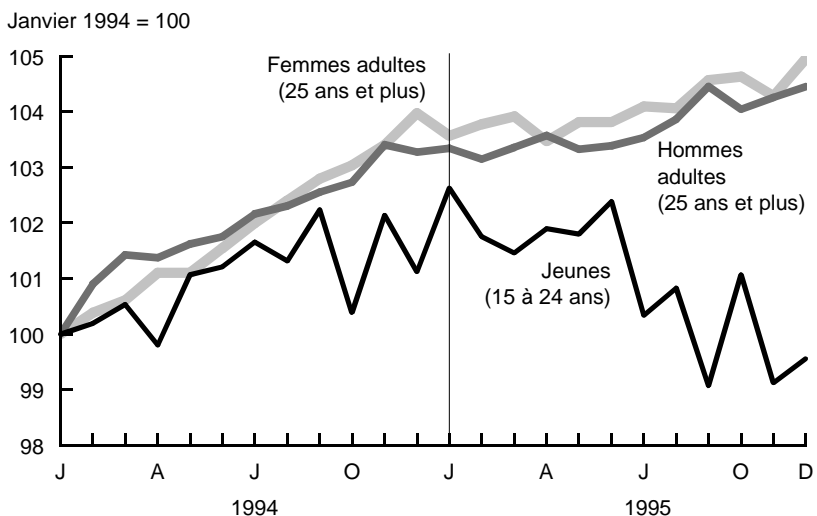
* Les services commerciaux comprennent les services de divertissement et les loisirs, les services aux entreprises, les services personnels et domestiques, l'hébergement et la restauration, les associations (à l'exception des organisations religieuses), et les autres industries de services.

** Les services non commerciaux comprennent l'enseignement, la santé et les services sociaux, et les organisations religieuses.

Les services socioculturels, commerciaux et personnels⁷, où travaille plus de la moitié de l'effectif des services, ont maintenu leur tendance à la hausse et ont vu 110 000 travailleurs rejoindre leurs rangs en 1995. La plus grande partie de cette augmentation est allée aux services commerciaux, qui englobent les divertissements et loisirs, les services aux entreprises, les services personnels et domestiques, et l'hébergement et la restauration. Quoique à un rythme plus lent que l'année précédente, les services aux entreprises ont continué à enregistrer la plus forte hausse (presque 50 000, chiffre non désaisonnalisé) parmi l'ensemble des services commerciaux. Par contre, la compression des dépenses publiques a eu un impact sur l'emploi dans la plupart des services non commerciaux tels que l'enseignement, les soins de santé

Graphique F

Après une hausse modeste en 1994, l'emploi chez les jeunes a connu un recul considérable en 1995.



Source : Enquête sur la population active

et les services sociaux. L'emploi dans ces services s'était stabilisé en 1994 et il a maintenu cette tendance en 1995.

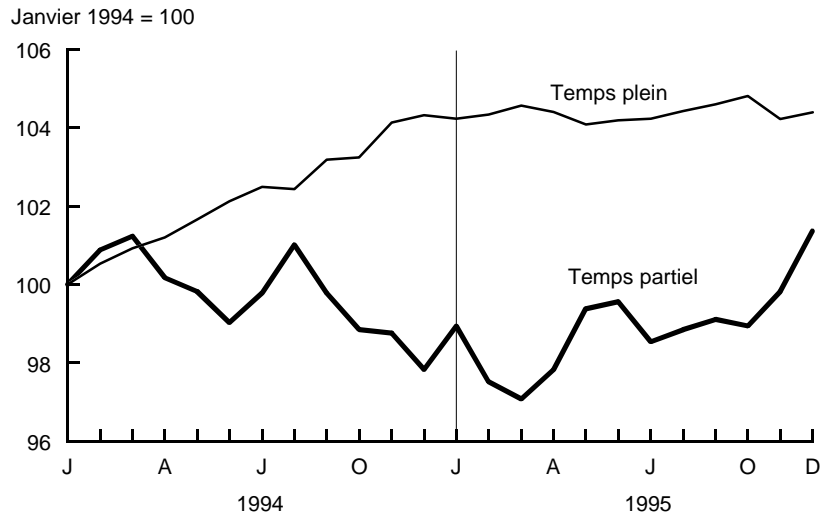
Par suite de la faible demande des consommateurs, qui s'est répercutée sur les ventes au détail à compter de l'été, l'emploi dans le commerce a fluctué, se soldant par une hausse de 45 000 travailleurs à la fin de 1995. La croissance de l'emploi dans les finances, assurances et affaires immobilières s'est limitée aux mois de mars, mai et juin, traduisant la brève amélioration des ventes de maisons qu'a favorisée la détente des taux hypothécaires en partie en Ontario, mais surtout sur la côte ouest. Les industries des transports, communications et autres services publics ont connu une croissance de l'emploi en 1995, l'augmentation totalisant 34 000 travailleurs à la fin de l'année. Contrairement à 1994, le transport et l'entreposage sont à l'origine de la presque totalité de l'amélioration en 1995, surtout en raison des expéditions de machines et de matériel vers les États-Unis et au pays. La croissance a été presque nulle dans les communications, tandis que l'emploi dans les autres services publics a poursuivi le déclin amorcé en 1994. Les compressions budgétaires des administrations publiques à tous les niveaux ont surtout touché les employés de l'administration publique⁸, dont l'effectif a été réduit de 79 000 au cours de 1995.

La croissance de l'emploi à temps plein a ralenti, sauf chez les hommes adultes

Tant les adultes que les jeunes ont profité de la forte croissance de l'emploi en 1994, mais seuls les adultes (25 ans et plus) l'ont fait en 1995, à un rythme d'ailleurs beaucoup plus lent (graphique F). De plus, contrairement à la hausse marquée des emplois à temps plein en 1994, la croissance observée en

Graphique G

En 1995, l'emploi à temps partiel a pris la relève à titre de facteur clé de la croissance de l'emploi.



Source : Enquête sur la population active

1995 a surtout été le fait des emplois à temps partiel (graphique G).

Alors que le travail à temps plein représentait plus de la moitié (57 %) de la hausse de 72 000 emplois réalisée par les hommes adultes en 1995, plus des deux tiers (69 %) des 48 000 emplois additionnels enregistrés chez les femmes adultes étaient à temps partiel. Parallèlement, l'emploi des jeunes a connu un net recul de 32 000, les emplois à temps plein ayant chuté de 48 000 et ceux à temps partiel ayant augmenté de 16 000. Ce sont surtout les jeunes femmes qui en ont fait les frais, accusant plus des deux tiers de la baisse totale de l'emploi chez les jeunes.

Le chômage a reculé ...

Depuis septembre 1994, le nombre de chômeurs est resté inférieur à 1,5 million, tombant même au niveau certes encourageant de 1,4 million en septembre 1995. Cependant, une diminution du nombre de

chômeurs constitue une bonne nouvelle que dans la mesure où elle est attribuable à des gains d'emploi. Malheureusement, une partie seulement de cette diminution s'explique par la croissance de l'emploi, la plus grande partie découlant d'une baisse de l'activité sur le marché du travail.

Le taux de chômage des adultes a graduellement baissé en 1995, passant de 8,7 % en janvier à 8,1 % en décembre, tandis que celui des jeunes a augmenté au cours de la même période, passant de 14,8 % à 16,1 %.

... mais les travailleurs se sont tenus à l'écart du marché du travail

En principe, une conjoncture favorable du marché du travail entraînant une création d'emplois dynamique a un effet positif sur le taux d'activité, car davantage de personnes sans emploi se mettent à la recherche de travail. Quoique

ces conditions aient été réunies en 1994, le taux d'activité global (la proportion des personnes âgées de 15 ans et plus détenant un emploi ou à la recherche de travail) a néanmoins diminué au lieu d'augmenter. Par conséquent, il ne faut pas se surprendre de ce que la morosité de 1995 ait jeté une nouvelle douche froide sur la perception qu'ont les gens à l'égard des perspectives d'emploi. Ainsi, le taux d'activité a de nouveau reculé en 1995 pour s'établir à une moyenne annuelle de 64,8 %, son point le plus faible depuis 1983. (Il avait été supérieur – 66,7 % – même en 1991, en pleine récession.)

Les hommes ont poursuivi leur retrait du marché du travail amorcé il y a près de trois décennies. En 1995, leur taux d'activité moyen s'est fixé à 72,5 %, en baisse de 3,8 points de pourcentage par rapport à 1990 (tableau 1). Au cours de cette période de cinq ans, le changement le plus important s'est produit chez les jeunes hommes et, dans une moindre mesure, chez les hommes de 25 à 54 ans, lesquels forment la majeure partie de la main-d'oeuvre masculine. Chez les hommes âgés de 55 ans et plus, la diminution s'explique en partie par la retraite anticipée, planifiée ou non.

Tel qu'il ressort du bilan de fin d'année de 1991 (Cross, 1992), le taux d'activité global des femmes a accusé une faible baisse pour la première fois cette année-là. Il a depuis continué son déclin, pour se situer à 57,4 % en 1995. Après cinq ans de recul, le phénomène qu'on considérait alors comme une situation «curieuse» – étant donné que le taux des femmes n'avait jamais cessé de s'améliorer depuis le milieu des années 70 (Akyeampong, 1995) – ne peut plus être considéré comme une «anomalie» statistique mais bien comme un revirement de tendance. Les jeunes femmes qui restent aux études plus longtemps qu'auparavant (Sunter, 1994) ont fait chuté le taux global, tandis que

Tableau 1
Taux d'activité annuel moyen des hommes et des femmes selon le groupe d'âge

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	Écart en points de % (1990 à 1995)
	%						
Hommes	76,3	75,1	74,0	73,5	73,3	72,5	-3,8
15 à 24 ans	71,4	69,1	67,0	65,5	65,2	63,9	-7,5
25 à 54 ans	93,3	92,5	91,6	91,6	91,4	91,0	-2,3
55 ans et plus	37,4	36,0	35,2	34,0	34,0	32,6	-4,8
Femmes	58,7	58,5	58,0	57,8	57,6	57,4	-1,3
15 à 24 ans	67,0	65,5	63,6	61,5	60,6	60,4	-6,6
25 à 54 ans	75,7	76,0	75,6	76,0	75,7	75,9	0,2
55 ans et plus	17,3	16,9	17,0	17,0	17,2	16,5	-0,8

Source : Enquête sur la population active

le taux de leurs consœurs plus âgées (25 à 54 ans) est demeuré pratiquement inchangé.

La conjoncture régionale

Le niveau de l'emploi a augmenté en Colombie-Britannique et en Alberta (de 23 000 et de 13 000 respectivement) entre décembre 1994 et la fin de 1995. Cette progression s'explique par la croissance démographique et la vigueur des investissements des entreprises, qui ont stimulé la demande des consommateurs; en effet, le marché immobilier et les ventes au détail ont été plus dynamiques dans ces deux provinces que dans le reste du pays. La Saskatchewan a accusé une baisse de 6 000 emplois, tandis que le Manitoba restait à peu près stable.

Après avoir connu de fortes variations de l'emploi dans l'industrie manufacturière (en raison de la baisse des exportations et de la faiblesse de la demande intérieure, surtout pour les véhicules automobiles) et d'importantes compressions dans le secteur public, l'Ontario a terminé 1995 à peu près au même niveau qu'en décembre 1994. Moins dépendant du secteur automobile, le Québec a

enregistré le gain le plus important (44 000), surtout dans les services, administration publique exclue. Dans les provinces de l'Atlantique, l'emploi au Nouveau-Brunswick a diminué de 5 000, alors que la Nouvelle-Écosse poursuivait sa tendance de 1994 avec une hausse de 12 000. Enfin, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve ont aussi connu des gains (3 000 et 2 000 respectivement).

Les taux de chômage annuels moyens ont diminué dans toutes les provinces (tableau 2). La plupart des grandes régions métropolitaines du pays avaient déjà enregistré une baisse importante de leur taux de chômage en 1994. Par contre, le ralentissement de la croissance économique en 1995 a ralenti cette tendance à la baisse, sauf quelques exceptions dans les provinces de l'Ouest (Gower, 1996).

Comparaisons internationales

Le Canada n'a pas été le seul pays du Groupe des Sept⁹ à connaître un ralentissement de la croissance économique en 1995 par rapport à l'année précédente. Au cours des huit premiers mois de 1995, la production industrielle est restée

Tableau 2
Taux de chômage annuel moyen selon la province

	1994	1995	Écart en points de %
	%		
Canada	10,4	9,5	-0,9
Terre-Neuve	20,4	18,3	-2,1
Île-du-Prince-Édouard	17,1	14,7	-2,4
Nouvelle-Écosse	13,3	12,1	-1,2
Nouveau-Brunswick	12,4	11,5	-0,9
Québec	12,2	11,3	-0,9
Ontario	9,6	8,7	-0,9
Manitoba	9,2	7,5	-1,7
Saskatchewan	7,0	6,9	-0,1
Alberta	8,6	7,8	-0,8
Colombie-Britannique	9,4	9,0	-0,4

Source : Enquête sur la population active

pratiquement inchangée au Royaume-Uni et aux États-Unis et a légèrement baissé en France. Seuls l'Allemagne, le Japon et l'Italie ont vu leur production industrielle suivre une tendance à la hausse au cours de la même période. Au chapitre de l'emploi, les estimations publiées par l'OCDE en décembre 1995 révèlent que le Canada et les États-Unis ont connu le taux de croissance annuel moyen le plus important (1,6 %, voir note n° 6). La France suivait avec un taux de 1,2 %, tandis que le Royaume-Uni et l'Italie enregistraient chacun un taux de 0,5 %, suivis du Japon (0,2 %) et de l'Allemagne où le taux moyen était en baisse de 0,3 %.

Résumé

Si 1994 a été marquée par une forte croissance économique qui a entraîné une poussée importante de l'emploi, des gains moyens plus élevés et une baisse du chômage, 1995 aura été le témoin d'une faible performance. L'accroissement de la production a ralenti dès le début de l'année, surtout en raison

d'une baisse des exportations aux États-Unis mais également à cause de la faible demande intérieure. Cette dernière avait commencé l'année en force mais elle n'a pu résister au ralentissement économique, et les dépenses des consommateurs pour des biens durables ont fléchi. L'augmentation de l'emploi n'a même pas représenté le quart de celle enregistrée en 1994 et elle a été surtout due au travail à temps partiel, moins rémunérateur. Le chômage est resté pratiquement inchangé, car de plus en plus de travailleurs – plus particulièrement les jeunes – se sont tenus à l'écart de la population active.

Depuis l'élaboration du présent article, Statistique Canada a apporté des changements à l'Enquête sur la population active. Ces modifications sont entrées en vigueur le 9 février 1996 au moment de la parution des données de janvier 1996. Les séries historiques ont également été ajustées en conséquence en remontant jusqu'à 1976. Pour plus d'information, voir «Quoi de neuf?» dans le présent numéro.

Notes

1 La part du PIB réel attribuable aux exportations ne cesse de croître depuis la récente récession et se situe aujourd'hui à près de 40 %; il est donc évident qu'une forte variation de cette composante du PIB a un impact appréciable sur l'économie canadienne.

2 Après avoir dominé les fortes hausses du PIB réel grâce à des progressions bien supérieures à 12 milliards de dollars au cours de chacun des trois derniers trimestres de 1994, les exportations totales ont augmenté de seulement 4,3 milliards de dollars au premier trimestre de 1995 et ont fortement régressé (-6,9 milliards de dollars) au deuxième. Elles se sont redressées au troisième trimestre et ont augmenté de 5,9 milliards de dollars, surtout à cause d'une amélioration notable des exportations d'automobiles aux États-Unis en août. Il s'agissait toutefois d'un mois exceptionnel; lorsque l'économie américaine a ralenti à l'automne, les exportations ont encore chuté en octobre.

3 L'indice de l'offre d'emploi est établi à partir du nombre d'annonces d'offres d'emploi parues dans 22 journaux publiés dans 20 grandes régions métropolitaines. Il s'agit d'un indicateur des intentions d'embauche des employeurs.

4 L'indice des attitudes des consommateurs du Conference Board du Canada a enregistré une hausse minimale au troisième trimestre de 1995 pour la première fois en quatre trimestres, bien qu'il soit resté inférieur à la moyenne de 1994.

5 Les travailleurs autonomes sont les propriétaires d'entreprises (constituées ou non en société), de cabinets professionnels ou d'entreprises agricoles. Dans le graphique C, la ligne intitulée «Travailleurs autonomes» comprend également les travailleurs familiaux non rémunérés (les personnes qui travaillent sans rémunération dans une entreprise agricole, une entreprise ou un cabinet professionnel détenu et dirigé par un autre membre de la famille vivant dans le même logement. Les employés du secteur public sont ceux qui travaillent pour les ministères ou les organismes gouvernementaux, les sociétés d'État, ou encore les écoles, les hôpitaux ou d'autres institutions financées par l'État. Les employés du secteur privé sont tous les autres travailleurs qui reçoivent des salaires et traitements.

Dans le graphique C, le secteur privé renvoie aux lignes des travailleurs autonomes et des employés du secteur privé.

6 Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi global de 1994 (2,1 %) a été plus faible en 1995, lequel a alors atteint 1,6 %. Cependant, les moyennes annuelles ont tendance à masquer d'importantes variations mensuelles. Par exemple, l'augmentation annuelle moyenne du nombre de personnes qui détenaient un emploi en 1994 s'est chiffrée à 277 000, tandis que celle enregistrée en 1995 était de 214 000, un chiffre somme toute assez semblable. Pourtant, lorsqu'on observe les variations des niveaux d'emploi mensuels enregistrés au cours de 1995 (entre décembre 1994 et décembre 1995), l'augmentation globale s'établit à seulement 88 000, ce qui tranche nettement par rapport à la hausse globale de 382 000 observée en 1994 (entre décembre 1993 et décembre 1994). C'est pourquoi l'analyse suivante des variations de l'emploi est fondée sur les variations mensuelles afin de mieux cerner l'évolution de la conjoncture sur le marché du travail au cours de 1995.

7 Les services socioculturels, commerciaux et personnels sont répartis en services commerciaux et non commerciaux dans le graphique E.

8 Les employés de l'administration publique constituent un sous-groupe des employés du secteur public. Voir la note n° 5 pour une définition de ces derniers.

9 Les pays du Groupe des Sept sont l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.

■ Documents consultés

AKYEAMONG, E.B. «Le marché du travail : bilan de fin d'année» dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPF au catalogue, vol. 7, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1995, supplément.

CROSS, P. «Le marché du travail : bilan de fin d'année» dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPF au catalogue, vol. 4, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1992, supplément.

GOWER, D. «Mosaïque canadienne du chômage dans les années 90» dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPF au catalogue, vol. 8, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1996, p. 17-24.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, décembre 1995.

STATISTIQUE CANADA. *L'Observateur économique canadien*, n° 11-010-XPB au catalogue, Ottawa, différents numéros en 1995.

SUNTER, D. «Les jeunes en attente ...» dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPF au catalogue, vol. 6, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1994, p. 37-43.